

Di Rupo 1er déclenche une avalanche d'austérité...

Après 530 jours de crise institutionnelle, la Belgique a un gouvernement avec Elio Di Rupo (PS) comme 1er ministre. Ce gouvernement n'aura pas tardé à démontrer sa vraie nature : celui d'un **gouvernement qui veut faire payer la crise aux 99%** et sauvegarder les profits records des 1% de la population, c'est-à-dire des banquiers et des patrons qui spéculent et jouent avec nos vies et notre avenir.

C'est bien une avalanche d'austérité qui nous attend, d'une ampleur jamais vue en Belgique. Les mêmes coupes budgétaires et attaques antisociales chères aux marchés financiers, au FMI et à la Banque Centrale Européenne qui ont réduit de moitié les salaires et les allocations des familles Grecques, Portugaises et Irlandaises. Au final, ce sont des millions de jeunes, travailleurs, chômeurs, retraités qui se retrouvent jetés dans la pauvreté.

... et replonge le pays dans la récession

Après avoir sauvé les banques, ils veulent nous faire payer la note. Le budget 2012 consiste à aller chercher 11,3 milliards € dans nos poches. Selon les patrons et leurs politiciens, il n'y a pas d'autre choix. Pourtant, **ce gouvernement qui veut briser notre pouvoir d'achat va aggraver la récession.**

Selon la banque nationale, 1 à 2 milliards € d'assainissements supplémentaires seront encore nécessaires en mars pour l'année 2012. Chaque année, un nouveau budget d'austérité plus dur nous attend provoquant une spirale austérité-récession comme on l'a déjà vu ailleurs en Europe. Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour dire que les cures d'austérité ne fonctionnent pas. **Mais les capitalistes n'ont aucune solution à la crise de leur système.**

Réforme des pensions: travailler plus pour gagner moins ?

Ce gouvernement semble bien décidé à détricoter le reste de nos acquis. Le ministre Van Quickenborne l'a illustré en s'attaquant d'emblée à la réforme des pensions. Derrière lui se trouve toute l'équipe gouvernementale et un patronat bien satisfait.

Ils veulent nous faire travailler plus pour gagner moins:
- **En maintenant les aînés plus longtemps au travail**, alors que le chômage des jeunes à Bruxelles atteint déjà le taux record de 33% !
- **En rabotant les pensions**, alors que les pensions en Belgique sont déjà parmi les plus basses en Europe !



Lors de la grève des services publics du 22 décembre, les pompiers bruxellois manifestent à coup de lance incendie devant le cabinet de Van Quickenborne.

La réforme des pensions signifie pour eux une perte de 200 à 700€ brut/mois et travailler jusqu'à minimum 62 ans au lieu de 60 ans.

Importer le modèle des travailleurs pauvres allemands ?

Di Rupo 1e s'inspire du modèle allemand en voulant exclure les chômeurs et leur voler leurs allocations, pour **faire accepter n'importe quel emploi et construire un large secteur à bas salaire.** De cette manière, 20% des travailleurs en Allemagne sont pauvres et sont confrontés au "mini-Jobs" à moins de 400€ par mois sans assurances maladie et de travail et aux "jobs à 1€ l'heure". Ce large secteur précaire est utilisé par les patrons pour miner l'ensemble des salaires.

Pas d'autre choix ?

Les syndicats proposent à juste titre de **s'attaquer sévèrement à la fraude fiscale** (près de 30 milliards d'€/an) et **d'abolir les intérêts notionnels et autres cadeaux fiscaux** aux patrons. Ces cadeaux représentent plus de 10 milliards d'€ par an qui minent les revenus de la sécurité sociale et pousse le gouvernement à aller chercher l'argent dans nos pensions, nos allocations et nos services publics.

Mais que faire si les investisseurs mettent les voiles pour aller dans des endroits plus rentables? L'exemple d'ArcelorMittal montre que ne payer quasi pas d'impôts grâce aux cadeaux fiscaux n'empêche pas la suppression d'un millier d'emplois directs. Pour les sauver, les syndicats défendent la nationalisation de la sidérurgie. Pourquoi ne pas occuper l'entreprise pour que la collectivité la reprenne, sans indemniser les grands actionnaires, pour la gérer nous-même, sous contrôle des travailleurs ?

Plutôt que de sauver Dexia sur le dos du public, il faut placer les banques et les secteurs clés de l'économie dans les mains de la collectivité. De la sorte, les moyens et **les richesses que nous produisons pourraient être orientés vers les besoins de la société, et non vers les profits d'une minorité.** C'est ce que nous appelons une société socialiste démocratique.



Lors de son action devant le siège du PS, la CNE a souligné que de nombreux membres CSC ont voté pour le PS, en espérant voter pour un parti de gauche. Les insignes PS à l'entrée ont été remplacés par des lettres bleues et une grande banderole bleue a été fixée à la façade. Des affichettes annonçaient "je Lutte des Classes", une allusion à la doctrine officielle que le PS a depuis longtemps oubliée, et "Le capital s'enfoncé, mais pas nous".

Rencontre avec des syndicalistes combattifs

Mercredi 8 février 19h – Café « Dillens »

Place Julien Dillens, 1060 Saint-Gilles (à 5 min. du parvis)

***Avec des syndicalistes de la SNCB**

qui luttent contre la libéralisation du rail

Les cheminots en tête, les travailleurs des services publics ont été les premiers à passer à l'action contre la réforme des pensions. Le système de pension des services publics est le seul qui protégeait encore nos retraités de la pauvreté. De plus, le gouvernement veut diminuer de 10% le budget de la SNCB d'ici 2013 : nouvelles suppressions de trains, augmentation des tarifs, démolition du statut des travailleurs,...
Le PSL défend des services publics de qualité et accessibles à tous !

***Avec des syndicalistes des hôpitaux bruxellois**

qui s'opposent à la commercialisation des soins

Déjà confronté à un manque de personnel endémique et à l'absence de nominations, le gouvernement veut en plus assainir pour 2,3 milliards d'€ dans le secteur. Inévitablement, l'accès aux soins va diminuer (du fait d'une augmentation des coûts) et les conditions de travail déjà particulièrement pénibles vont encore plus se détériorer.
Le PSL défend un service public national de santé qui met fin au règne du profit des entreprises pharmaceutiques !



Avec Anja Deschoemaker,

habite à Saint-Gilles et est porte-parole du PSL. Elle était tête de liste Front des Gauches à Bruxelles-Hal-Vilvorde lors des élections de 2010.

Elle abordera le **besoin pour les syndicats de casser leurs liens avec les partis traditionnels** et la nécessité d'un nouveau parti des travailleurs.

Di Rupo 1^{er} veut nous faire payer la crise des banquiers et des spéculateurs...

Di Rupo 1^{ste} wil ons de crisis van de banken en de speculanten doen betalen



DÉGAGEONS L'AUSTÉRITÉ PAR LA GRÈVE !

DE BESPARINGEN WEGSTAKEN !

Oui, je veux aider à diffuser les tracts du PSL/LSP

Oui, je soutiens la diffusion de ce tract en versant une contribution au PSL/LSP: 001-2260393-78

Oui, je prends un abonnement au mensuel "Lutte Socialiste" à 20€/an ou 2€/mois

Oui, je veux devenir membre du PSL/LSP

Renvoyez ce bulletin à PSL, BP 131, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, ou prenez contact avec nous via: psl-lsp-bxl@hotmail.com

PSL WWW.SOCIALISME.BE

PSL
Parti Socialiste de Lutte

PARTI SOCIALISTE DE LUTTE
LINKSE SOCIALISTISCHE PARTIJ

LSP
Linkse Socialistische Partij